

**ALTERNATIVE**  
**libertaire**



AL 220 SEPTEMBRE 1999

**La démocratie  
en chocolat**

**EN GUISE D'ÉDITO**

La démocratie en chocolat  
Dirk Diederich

**DANS LE TEXTE**

Le prêtre et le diable  
Feodor Dostoyevsky

**ÉLÉMENTS DE BASE**

L'anarchisme quésako ?  
Alternative Libertaire

**ÉCONOMIE**

Le libéralisme, science ou religion ?  
Arno\*/Le Scarabée

**LA CHRONIQUE DE L'ACTUALITÉ**

Le fond de l'air effraie  
Gun

**CRAYON NOIR**

À la petite semaine  
Floréal Melgar

**AFFAIRE DUTROUX (1)**

Pour en finir avec l'intolérable  
Comité de soutien à Julie et Mélissa

**AFFAIRE DUTROUX (2)**

Lettre ouverte au juge Langlois  
Carine Russo

**EN MOUVEMENT**

Carte de visite

Act Up Paris

 [TRANCHE DE VIE](#)

Harcèlement psychologique

Carine Mareschal

 [ÉDITIONS LIBERTAIRES](#)

Gérard Lorne en procès

Jean-Marc Raynaud

 [NOTES DE LECTURE](#)

Éléments pour une critique sociale

Gun

 [HOMMES/FEMMES](#)

Pour une révolution au masculin

L'en dehors

 [BALKANS](#)

Une guerre à point nommé

René Hamm

 [CHRONIQUE](#)

Une goutte de lune a fait déborder le vase

Franck Thiriot

 [BALKANS](#)

Kosovo, le nerf de la guerre

Le menteur / Pierre Lazuly

 [BALKANS](#)

Où est passé le 8ème corridor ?

Arno / Le Scarabée

## NOTRE HISTOIRE

Increvables anarchistes (volume 6)  
Fédération Anarchiste Francophone

---

*EN GUISE D'ÉDITO*

# Démocratie en chocolat

**Si la Belgique est une démocratie,  
moi, je suis une mousse au chocolat  
Mao Tse Toung**

Si Mao avait été une mousse au chocolat, ça se serait su et les Chinois n'auraient certainement pas tant trinqué. Non, la Belgique n'a rien d'une démocratie. C'est une baudruche qu'il convient de dégonfler vigoureusement. Car il y a autant de démocratie en Belgique (et dans le monde libéral en général) que de soupçons de générosité au PS ou de nouvelle culture politique chez Louis Michel.

Il est primordial de faire un sort à cette usurpation qui biaise notre vision de société. Il est essentiel de redonner un contenu et un sens au mot si non ne veut pas finir Ministre Écolo ou mourir idiot. Non, la Belgique n'est absolument pas une démocratie connaissant quelques dysfonctionnements, quelques ratages

inévitables. Une démocratie c'est autre chose que ces farces "électorales" qui se répètent tous les 4 ans (comme les Jeux Olympiques, la Coupe du Monde ou la mort d'un Kennedy).

Le citoyen belge vote 14 fois (1) durant son existence si on veut considérer qu'en moyenne il vit 75 ans et qu'il commence à voter à l'âge de 18 ans. Quatorze fois où on aura vaguement sondé son opinion et 20.800 jours où son opinion aura pesé autant qu'un début d'émotion humaniste chez JLD. Et je dis bien "sondé" son opinion, car jamais il n'a à se prononcer sur des questions concrètes engageant son environnement social.

Le citoyen belge a le droit de s'exprimer rose, vert, bleu, rouge ou brun, car ça n'engage à rien. Il a le droit de s'assujettir à un beau ou un moche parleur, de le déléguer au Parlement et de lui faire confiance pendant quatre ans. Peu importe que l'électeur ou le parleur aient changé d'avis entre-temps. Élu, c'est élu, reprendre c'est voter !

Une démocratie se construit sur une assemblée de citoyens égaux et responsables, et non sur des hiérarchies, des concentrations de pouvoir et des confiscations de responsabilités. La démocratie n'est pas affaire de quelques uns, de quelques centaines de députés qui

se coltinent les débats sur les affaires publiques.

Les affaires publiques, c'est du ressort du public et non à discuter en cercle privé, en petit comité choisi, entre *happy fews*, dans un environnement feutré, calfeutré. Une démocratie, ça ne se construit pas avec 20, 30 ou 300 ministres, mais avec autant de Ministres qu'il y a de citoyens. En Belgique, il faudrait dès lors que les démocrates revendiquent sérieusement les 10 millions et un Ministres (Sémira Adamu étant nommée à titre posthume et pour l'éternité).

Or, hélas, l'argumentaire de nombreux démocrates va bizarrement en sens inverse. La multiplication des Ministres, la déconcentration, la décentralisation du pouvoir, dilueraient les responsabilités !!!, et nuiraient à l'efficacité de l'État. Alors que précisément si nous étions tous Ministres, nous serions tous responsables, et partant, la Responsabilité en sortirait renforcée.

Quant à l'efficacité de l'État (2)... c'est autre chose. Mais alors qu'on joue franc jeu, qu'on annonce la couleur : qu'on dise carrément et sans ambages : L'État, c'est une affaire de spécialistes, de Princes, d'Albert Bis,

d'économistes, de gens d'Intérieur à képis et moustaches qui comme des couturiers carrés, ennemis des faux plis, donnent le ton aux mannequins, aux pantins qui défilent soumis sur la scène de l'imaginaire de ces gestionnaires. Et qu'on cesse alors d'invoquer la démocratie. Cela n'a plus rien à voir avec un quelconque pouvoir du peuple.

Plus que jamais, je suis persuadé que le salut de nos présent et futur passe par la démocratie, par la reconquête de nos responsabilités. Cela ne pourra se faire qu'en se réappropriant la parole publique, le verbe social. Et non en portant son espoir sur quelque Ministre éclairé, ami du peuple, vertueux comme un cierge d'église, ni sur un machin représentatif de nos résignations. Déclarons franchement ces élections archi-nulles et non avenues (non boulevards, même) et convoquons, constituons des conseils ouverts de quartiers, des conseils municipaux fédérés permanents et exécutifs (3).

Je terminerai en citant Kant qui déclarait un jour d'ennui particulier cette fameuse paraphrase shakespearienne *Mon pfeelstrudel pour une émotion libertaire.*

**Dirk Diederich**

(1) Magnanimement, on ajoutera encore 9 sondages communaux.

(2) Qu'entend-t-on par là d'ailleurs ? une bonne police ? des frontières sûres comme des chaus ? un indice boursier dopé ?

(3) Les modalités pratiques et organisationnelles restent encore à imaginer.

---

## *DANS LE TEXTE*

# **Le Prêtre et le Diable**

*Salut, petit gros ! dit le diable au prêtre. Qu'est-ce qui vous a tant fait mentir au pauvre peuple trompé ? Quelles tortures de l'enfer dépeignez-vous ? Ne savez-vous pas qu'ils souffrent déjà des tortures de l'enfer dans leur vie sur terre ? Ne savez-vous pas que vous et les autorités de l'État êtes mes représentants sur terre ? C'est vous qui les faites souffrir les douleurs de l'enfer avec lesquelles vous les traitez. Ne savez-vous pas ça ? Bien, alors, venez avec moi !*

*Le diable prit le prêtre par le collet, le leva dans les airs, et le transporta dans une usine, dans une fonderie de fer. Il vit là le travailleur courir et se dépêcher en avant et en arrière, travailler dans une chaleur étouffante. Très vite l'air écrasant et la chaleur en sont trop pour le prêtre. Avec des larmes dans les yeux, il supplia le diable : Laissez-moi partir ! Laissez-moi quitter cet enfer !.*

*Oh, mon cher ami, je dois vous montrer encore plusieurs endroits.* Le diable le leva encore et le transporta à une ferme. Là il vit des travailleurs battre le grain. La poussière et la chaleur sont insupportables. Le surveillant porte un fouet et frappe sans pitié quiconque tombe sur le sol, vaincu par le dur travail ou par la faim.

Ensuite, le prêtre est transporté aux huttes dans lesquelles ces mêmes travailleurs vivent avec leur famille - trous sales, froids, enfumés, dégageants des odeurs impropres. Le diable grimace. Il précise la pauvreté et les difficultés qui sont à la maison ici.

*Alors, est-ce assez ?* demanda le diable. Et il semblait que même lui, le diable, avait pitié du peuple. Le pieux serviteur de Dieu pouvait à peine le supporter. Les mains dans les airs, il supplia : *Laissez-moi partir d'ici. Oui, oui ! C'est l'enfer sur terre !*

Bien, alors vous voyez. Et vous leur promettez encore un autre enfer. Vous les tourmentez, les torturez à la mort mentalement quand ils sont déjà tout sauf des morts physiquement ! Venez ! Je vais vous montrer un autre enfer - un de plus, mais le pire.

Il l'emmena à une prison et lui montra un donjon, avec son air fétide et les nombreuses formes humaines, vides de toute santé et énergie, étendues sur le sol, couvertes de vermine qui mange leur pauvre corps amaigri et nu.

*Enlevez vos vêtements de soie,* dit le diable au prêtre, *mettez sur vos chevilles les lourdes chaînes, comme celles que ces malheureux portent ; couchez vous sur le froid et dégoûtant planché - et parlez-leur de l'enfer qui les attend !*

Non, non ! répondit le prêtre, *je ne peux plus penser à quoi que ce soit de plus redoutable que cela. Je vous en supplie, laissez-moi partir d'ici !*

Oui, c'est l'enfer. Il ne peut pas y avoir pire enfer qu'ici, ne le saviez-vous pas ? Ne saviez-vous pas que ces hommes et ces femmes que vous effrayiez avec l'image d'un enfer ci-après - ne saviez-vous pas qu'ils sont en enfer ici même, avant même de mourir ?

**Feodor Dostoyevsky**

**1849, écrit sur les murs d'une cellule**

---

ÉLÉMENTS DE BASE

# L'anarchisme, quésako ?

Court et bref  
sur un sujet complexe

**La liberté**

L'anarchisme est basé sur une conception radicale et complexe de la liberté qui pourrait se décliner en trois volets.

- Tout comme les libéraux, les anarchistes ont une conception *négative* de la liberté, c'est-à-dire que la liberté est l'absence de contraintes. Ainsi, l'individu doit être libre des contraintes extérieures à lui-même.
- À cette conception négative s'ajoute une conception *positive* de la liberté puisqu'ils considèrent que la liberté est également une potentialité, la possibilité pour l'individu de se réaliser et d'épanouir toute ses qualités.
- Enfin, les anarchistes ont une conception *sociale* de la liberté, qui a pour conséquence de lier de façon indissociable **liberté** et **égalité**. En effet, l'anarchisme postule que l'individu ne peut être libre qu'au sein d'une société solidaire composée d'individus libres. Ainsi, selon Bakounine, *l'homme n'est réellement libre qu'autant que sa liberté, librement reconnue et représentée comme par un miroir par la conscience libre de tous les autres, trouve la confirmation de son extension à l'infini dans leur liberté. L'homme n'est vraiment libre que parmi d'autres hommes également libres ; et comme il n'est libre qu'à titre humain, l'esclavage d'un seul homme sur la terre, étant une offense contre le principe même de l'humanité, est une négation de la liberté de tous* (Catéchisme révolutionnaire).

## Un projet de société libertaire

Est anarchiste toute personne dont le projet de société est déterminé par ces conceptions *positive* et *sociale* de la liberté. Ce projet varie selon les situations (sociales, culturelles, historiques, géographiques...), mais il propose toujours l'autonomie des individus dans la responsabilité, l'autogestion des collectivités dans le cadre de structures sociales non-hiérarchiques, radicalement démocratiques, décentralisées et fédéralistes.

## La nature humaine

Les anarchistes ont en commun une perception de la nature humaine qui justifie la viabilité d'une telle société libertaire.

Cette perception est pourtant riche de différences. Par exemple, le russe Kropotkine considérait que l'instinct de coopération, d'aide mutuelle (l'entre-aide), prédominait chez toutes les espèces animales et trouvait son incarnation parfaite chez l'humain. D'autres libertaires (comme par exemple Peter Marshall) ont plutôt développé une conception existentialiste de la nature humaine, estimant que les comportements humains s'adaptent aux structures et aux normes sociales. Tous pourtant sont d'accord pour affirmer que le seul avenir harmonieux possible pour l'humanité passe par un refus de l'exploitation économique (des êtres humains, des continents du sud, des ressources de la planète...) dans le cadre d'une société enfin libérée des rapports de domination et de pouvoir.

## Une critique de la société actuelle

Toutes les variantes de l'anarchisme ont en commun une critique antiautoritaire des sociétés contemporaines.

Les anarchistes contestent tous les rapports de domination hiérarchique, de quelque nature qu'ils soient (économiques, sociaux, culturels, de couleur de peau, de sexe...). La critique anarchiste s'étend à toutes les institutions oppressives, telles l'Église, l'école traditionnelle, l'entreprise, les partis politiques... et en tout premier lieu à l'État (armée, police, contrôle social, ordre moral...), qu'ils considèrent comme l'incarnation même de la domination.

L'étendue de cette critique est d'ailleurs un des facteurs qui distingue l'anarchisme du marxisme. Comme l'a fait remarquer Henri Arvon dans *L'anarchisme* (PUF, *Que sais-je* 479), **l'anarchisme conteste l'oppression autant que l'exploitation, l'autorité autant que la propriété et l'État autant que le capitalisme.** Ceci explique pourquoi de nombreux/ses écologistes, féministes, pacifistes, syndicalistes et militants pour les droits de la personne humaine sont attirés par cette critique sociale radicale de nos sociétés.

## Des stratégies de changement

Enfin, les anarchistes ont en commun de proposer des stratégies de changement révolutionnaire impliquant l'institution immédiate de leur projet politique autogestionnaire. Ils se sont donc toujours opposés aux stratégies communistes autoritaires (transition par une pseudo "dictature du prolétariat") ainsi qu'à la conquête du pouvoir d'État par des partis politiques hiérarchisés. Ils sont généralement abstentionnistes lors des élections sans en faire une règle immuable (par exemple participation libre des adhérents de la CNT espagnole aux élections de 1936). Les anarchistes œuvrent avant tout dans les mouvements sociaux et préconisent l'action directe (non-violente de préférence) et l'auto-organisation des citoyens à la base.

C'est sur les stratégies de changement que les anarchistes ont été le plus partagés. Par exemple, certains ont préconisé, principalement lors des deux dernières décennies du XIXe siècle en France, dans une période où l'exploitation capitaliste était particulièrement féroce (travail des enfants, transfert forcé de l'agriculture vers l'industrie naissante...) une forme d'action directe violente appelée *propagande par le fait*. Mais après une vague d'attentats individuels qui n'ont mené qu'au rejet populaire et à un regain de répression étatique, cette stratégie a été abandonnée au profit d'un investissement des libertaires dans le mouvement social. Les anarchistes insistent aujourd'hui sur l'action communautaire (collectifs, centres sociaux, coordinations...), sur la formation d'institutions alternatives sur une base locale (écoles libertaires, collectivités agricoles autogérées, coopératives de production, radios libres et presse associative...) qui sont de véritables laboratoires miniatures de ce que pourrait être une société libertaire. Les anarcho-syndicalistes, quant à eux, axent leur stratégie sur l'action revendicative de masse dans les entreprises et la construction de syndicats conçus comme les embryons de la société nouvelle. Ils préconisent des formes d'action directe comme le sabotage, le boycott, la grève partielle et la grève générale gestionnaire et expropriatrice. Les anarcho-pacifistes insistent sur l'action directe

non-violente et sur la désobéissance civile comme moyen de renverser l'ordre hiérarchique oppressif.

Bien qu'ils soient des révolutionnaires, les anarchistes ne rejettent pas pour autant des formes de lutte partielles, intermédiaires et quotidiennes. Au contraire, un théoricien comme Élisée Reclus (qui fut parmi les fondateurs de l'Université Libre de Bruxelles) considère qu'*évolution* et *révolution* font partie d'un même processus et que chaque action peut être efficace si elle s'inscrit dans une perspective anti-autoritaire. Les libertaires considèrent l'auto-formation et l'éducation comme étant parmi les principaux leviers pour accéder à une société d'humains libres, autonomes et responsables.

Notons, pour terminer, qu'une minorité de libertaires n'est pas révolutionnaire. S'affirmant *individualistes*, ils considèrent que les "rêves de grands soirs" sont eux-mêmes potentiellement répressifs et estiment que c'est à l'individu de se libérer en rejetant lui-même la société dominatrice. Pour beaucoup d'individualistes, être anarchiste signifie être "en dehors" et vivre selon ses propres principes, en refusant de collaborer aux institutions oppressives. Cette attitude mène parfois vers une forme d'individualisme aristocratique d'inspiration nietzschéenne, comme le développe le philosophe français Michel Onfray par exemple.

## [Alternative Libertaire](#)



<http://www.scarabee.com/EDITO2/index.shtml?011198&&>

*LA CHRONIQUE  
DE L'ACTUALITÉ CRAPULEUSE*

# **Le fond de l'air effraie**

Comme les mages, les astrologues  
et les prophètes de banquet  
nous l'avaient promis,  
la fin du monde a bien eu lieu  
ce 11 août 1999.

Voilà une bonne chose de faite!  
On va pouvoir s'occuper du reste.

Nous sommes donc entrés de plein pied dans l'ère post-historique : fini le capitalisme, finie la société du fric, de la domination, de l'exploitation et de la compétition imbécile ; plus d'État, plus de juges, plus de flics, ni de fonctionnaires, plus d'Églises, plus de curés, plus de psychiatres, plus d'Entreprises, plus de marchands, plus de marchandises, plus de clients... Rien que des hommes, des femmes, des enfants, des chiens, des chats, des oiseaux, de l'air pur, de l'eau claire, des fruits naturels et de l'herbe tendre...

Vous n'êtes pas au courant ? Ah ! Bon. À l'heure de la communication, des grands médias et d'internet, nous serions heureux, et on continuerait à nous le cacher ? Ou alors, est-ce que, par hasard, je me serais fourré le doigt dans l'œil ?

Il faut bien reconnaître que l'actualité ne se bonifie pas vraiment ; imperturbable, elle continue à répandre ses extravagances dans les ornières de notre quotidien, à tel point qu'il va bientôt nous falloir des bottes spéciales pour marcher dans toutes ces flaques d'extravagances.

**Quand l'État a tort,  
il invoque la *raison* d'État**

Jusqu'à présent, le secret d'État n'existait pas en Belgique. Du moins pas officiellement. Cette lacune vient d'être comblée : le 7 mai 1999, *Le Moniteur* publiait la loi sur *La classification de documents*.

Tout comme l'article 342 en son temps (devenu 324 bis), ainsi que la loi organique sur les services de renseignements, ça s'est passé en douce, pendant que tout le monde roupillait.

Cette nouvelle loi impose de ne pas publier les actes administratifs qui pourraient porter atteinte à toute une série de choses dont (notamment) *le fonctionnement des organes décisionnels de l'État*, ainsi que *la pérennité de l'ordre démocratique et institutionnel*, et enfin, pour être sûr de ne rien oublier, *à tout autre intérêt fondamental de l'État*.

C'est certain, les "affaires" ont causé un tort considérable aux en-cravatés de la nomenclatura économique et politique. Inusop, Agusta, Rwanda, pédophilie, dioxine... Maintenant, c'est ter-mi-né ! On ferme ! On verrouille les escroqueries légales à double tour ; on cadenasse les filouteries officielles avec de grosses chaînes ju-ridiques ; on barricade les saloperies agréées ; on organise la mise à couvert des félonies institutionnelles ; bref, on protège les mensonges de l'État et de ses *partenaires*.

La "nouvelle culture politique" consistait à nous faire espérer que le crime allait enfin cesser de payer. Elle n'est pas encore de mise. *Il faut faire preuve de réalisme* nous dit-on. Nous continuerons donc à être soumis au "réalisme" imposé par les forbans de la politique, de l'économie et du commerce.

## **Fortis banque : un mariage et... 5.000 enterrements !**

Le groupe Fortis avait déjà racheté la Générale de Banque et la CGER (privatisée par le très "socialiste" Di Rupo, qui ne cesse de rassurer le bon peuple avec ses inlassables sourires d'idiot du village). Aujourd'hui, les deux organismes ont fusionné pour devenir la Fortis Banque, avec quelque 800 fermetures d'agences et près de 5.000 licenciements à la clé. Il en ira de même en ce qui concerne l'union de la banque Cera et de la Kredietbank.

Il y a déjà eu quelques petites grèves du secteur durant l'été, et on peut s'attendre à voir réapparaître des mouvements sociaux de routine dès la rentrée. Il y aura des manifs, c'est sûr : la caravane des mécontents passera à la télé, laissant transpercer quelques aboiements de bassets ; on leur jettera des petits os à ronger ; les syndicats remueront gentiment la queue en frétilant, après quoi, retour à la niche, coucouche-panier, papattes-croisées, comme d'hab.

Il s'agira alors d'entamer un *dialogue constructif*, de *négoier* les plans sociaux, c'est-à-dire, plus exactement, de les approuver sans rouscailler, car, comme leur nom l'indique, les pourparlers ne sont jamais que des conversations où on parle pour parler.

En dehors du vote, *le dialogue* est, en démocratie, la seule expression politique autorisée. C'est dire son inutilité.

La propagande médiatique se déchaîne à vouloir coûte que coûte nous faire accepter l'idée que le *dialogue social* serait le seul et unique moyen de faire évoluer les choses vers le bien-être et le progrès, dans la dignité et le respect, et patati et patata.

Or, ce *dialogue démocratique* a surtout pour effet de neutraliser les affrontements entre les citoyens et ceux qui détiennent le pouvoir (c'est-à-dire l'argent). Il désamorce la révolte, rend les luttes inoffensives et réduit ses combattants à l'impuissance.

Le dialogue, en effet, ne profite jamais aux mécontents, mais à ceux qui savent adroitement retourner le mécontentement à leur avantage (il ne suffit que de se rappeler comment la classe politique a très habilement roulé la population dans la farine après la fameuse marche blanche).

Le dialogue ne rapproche pas non plus les gens ; au contraire, il les divise en catégories sectorielles, en groupes sociaux épars et souvent indifférents ou opposés les uns aux autres.

Personnellement, je sais pourquoi je me bats. Par contre, je comprend mal pourquoi les autres ne se battent pas. Pourquoi les travailleurs acceptent-ils les plans sociaux sans casser la gueule aux patrons, sans foutre le feu aux entreprises, aux administrations et aux banques ? Pourquoi, lorsqu'ils sont devenus chômeurs, se résignent-ils à subir la précarité de leur sort aussi docilement, en cavalant derrière des petits boulots de larbins occasionnels, comme des crabes qui auraient loupé la marée ?

En vérité, si les combats des insoumis sont si souvent inefficaces, c'est parce qu'il y a, à côté d'eux, des millions de troufions placides qui se laissent faire.

Il fut une époque, pas si lointaine, où la misère des peuples était effroyable, mais les opprimés avançaient le poing levé et brandissaient les drapeaux de la révolte. Aujourd'hui, ils font la queue chez Mac Donald et s'affublent de t-shirts *We are the champions*. Nous voilà confrontés à une nouvelle forme de misère qui semble totalement rédhibitoire.

## **Quoi de neuf chez les idéologues ?**

Rien de très exaltant. La critique mesurée et l'attentisme prudent restent de rigueur. Nos brillants universitaires se contentent d'observer la société avec une sage circonspection, ne fournissant plus que de vagues rapports d'autopsies sociologiques, assortis de quelques commentaires brumeux (juste de quoi justifier leurs émoluments).

Relisons Vaneigem : *Les idéologues ont renoncé aux projets de société. Ils s'en tiennent à l'examen, voire à la contemplation, d'un monde qui se délite (...)* C'est une attitude que le pouvoir de la corruption recommande à tous car elle présente à ses yeux un immense mérite : elle dispense de s'interroger sur ce que, irréductible à l'économie, la vie qui subsiste en chacun peut entreprendre en faveur de l'humain (Raoul Vaneigem, *Nous qui désirons sans fin*, 8 1996 Le cherche midi éditeur).

## **On n'arrête pas le progrès**

Le capitalisme est arrogant et provocateur. Il exhibe constamment ses "richesses" à la tronche de ceux qui peuvent difficilement se les offrir, les forçant à rêver à tout ce qu'ils n'ont pas.

Cette société capitaliste (que l'on qualifie pudiquement et fauderchement de *démocratie libérale*) a bâti sa supériorité vénale sur la violence.

Elle produit donc de la violence.

Souvent, cette violence se retourne contre elle, alors, pour s'en protéger, elle déploie une férocité sidérante. Elle tombe ainsi dans l'engrenage infernal d'une violence érigée en système. C'est le principe de la sauvagerie ascensionnelle, de la brutalité en escalade, de la barbarie varappeuse.

Ainsi, le JT de la RTBf nous a récemment présenté, comme s'il s'agissait de la dernière merveille du salon de l'auto, un gadget plutôt espiègle : la voiture lance-flammes, capable de transformer n'importe quel car-jacker en méchoui. La démonstration filmée est saisissante, il faut la voir pour la croire. Cet ingénieux dispositif anti-agression est, paraît-il, très en vogue en Afrique du Sud.

Nos sociétés semblent progresser doucement, mais tout naturellement et spontanément, vers le règne du grabuge et du rififi, élevés au rang d'une morale bestiale qui tente de s'imposer comme une suprématie évidente.

## **Bonjour l'indépendance**

Le 21 juillet est la fête nationale en Belgique. Cette date anniversaire est censée commémorer l'indépendance du pays (ou du moins sa souveraineté, puisque le 21 juillet ne correspond pas, comme on serait tenté de le croire, à la révolution de 1830, survenue le 27 septembre, mais à la prestation de serment du roi Léopold 1<sup>er</sup>, en 1831).

Quoi qu'il en soit, cette année, dans la bonne ville de Verviers, les festivités étaient entièrement sponsorisées par une multinationale amerloque, productrice d'une boisson frelatée notoire, qui affichait ses couleurs sur tous les podiums, les échopes et les bars du centre-ville en liesse. Symboliquement, la chose ne manque pas de piquant B ou plutôt de pétillant ! B, elle réaffirme ostensiblement la dissolution du capitalisme national et nous rappelle que la seule patrie du patronat, c'est le pognon. Les principaux "fleurons" de l'économie belge (BBL, Tractebel, Royale Belge, Belgacom, Cockerill-Sambre, Pétrifina...) ont, en effet, été vendus récemment à des groupes étrangers.

Je dis ça, mais je ne dis rien. Qu'on ne s'imagine surtout pas que je vire au nationalisme, les drapeaux tricolores, je n'en ai rien à battre. Simplement, je m'interroge : où va le fric ?

## **Construction européenne**

Selon les derniers sondages, les classes privilégiées auraient une vision assez positive de l'Europe. Certains iraient jusqu'à manifester hardiment une sorte d'euphorie pour la *construction européenne*.

En revanche, les classes populaires manqueraient d'enthousiasme et se laisseraient même aller au scepticisme, voire à la méfiance ou au repli nationaliste.

Bref, les riches auraient tendance à être plutôt *pour* l'Europe et les pauvres, plutôt *contre*.

On voit par-là combien le sentiment d'appartenance à cette *Communauté Européenne* est étroitement liée au cadastre des fortunes.

Les petites gens s'accrochent à leur carré de salades ; les nantis à leurs cartes de crédit internationales.

## **Mes hommages, Madame la Ministre**

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais Madame Onkelinx, la nouvelle ministre du chômage, avec ses grimaces forcées qui lui font des sourires comme des césariennes et ses grands yeux de poupée de bazar qui clignent derrière des battements de cils étudiés, moi, ça ne me dit rien qui vaille.

Dès que la téléchose ou la radio diffuse sa sinueuse voix de flûte, avec ses intonations précieuses d'institutrice maternelle, ça me fait grimper aux rideaux.

Un style pareil, c'est un label : on la sent perfide jusqu'à l'os.

Nous savons déjà comment elle sut liquider les conflits dans l'enseignement : sa capacité à se moquer du monde n'est plus à démontrer. Ceux qui ont vécu sous sa coupe lorsqu'ils étaient étudiants s'en souviennent. La plupart d'entre eux vont, hélas, continuer à la subir après leurs études. La continuité, quoi. Y en a qui n'ont vraiment pas de bol.

## Après la pluie, l'arc-en-ciel

Le changement de couleurs du pouvoir politique belge ne mérite pas qu'on s'y attarde.

Je n'en parlerai donc pas ; ce serait du temps perdu, pour vous comme pour moi.

Toutefois, permettez-moi de formuler une petite remarque : contrairement aux dictatures, où le pouvoir se présente toujours comme étant définitif, les démocraties, elles, permettent l'alternance. Mais à quand *l'alternative* ?

N'avons-nous pas tendance à confondre la particratie avec la démocratie ?

Faut-il rappeler que le terme *démocratie* provient de *demos* (peuple) et de *cratie* (gouvernement) ? La *démocratie* désigne donc le gouvernement par le peuple.

Le multipartisme, tel que nous le connaissons, offre-t-il au peuple la possibilité de gouverner sa destinée ou d'exercer un quelconque pouvoir sur les choix politiques qui déterminent ses conditions d'existence ?

Je vous laisse le soin d'approfondir le sujet.

**Gun**

---

## À la petite semaine

Floréal Melgar a trempé sa plume dans le vitriol. Nous avons déjà publié en brochure (avec les éditions du *Monde Libertaire*), une sélection de ses chroniques, *À la petite semaine* (toujours disponibles par correspondance, 20Ff ou 100Fb). Aujourd'hui, Floréal poursuit, chaque lundi, sur l'antenne de *Radio*

*Libertaire* (la radio de la *Fédération Anarchiste Francophone* à Paris), dans le cadre de l'émission *À rebrousse-poil*. Il nous a fait le plaisir de nous faire parvenir trois des plus récents de ses textes. On peut prendre des notes !

## **L'important c'est la rosette (5 juillet 1999)**

Malgré les divergences, petites ou grandes, qui séparent les anarchistes du mouvement écologiste, malgré les vives critiques souvent adressées par ceux-ci à celui-là, force est de reconnaître sportivement que les Verts savent, eux, profiter des réunions de leurs instances pour mener des débats de fond dont l'importance cruciale ne saurait être niée par un observateur impartial.

Ainsi le Conseil national du parti de Dany s'est-il penché récemment sur la question de savoir si un élu Vert pouvait, comme tout serviteur de l'État, comme tout bon élève de la République, prétendre à la rosette de la Légion d'honneur.

Qu'on le sache, donc, M. Mamère, Mme Voynet, Mme Blandin, M. Cochet, pourront désormais arborer à la boutonnière cette petite tache de sang de poulet. Car tel fut le vœu, en effet, de la majorité, bien qu'un courant "libertaire" nous dit-on, s'y soit opposé.

Mais à quoi reconnaît-on - autre bonne question - un courant "libertaire" chez les Verts ? C'est celui qui, sans être jamais pleinement d'accord avec son parti mais adepte du "soutien critique", cette béquille des analphabètes politiques, accepte de se fondre dans ses structures hiérarchiques, justifie sa présentation aux élections, légitime sa participation à un gouvernement libéral de gauche, réclame des ministères supplémentaires, hurle avec les loups en faveur de la "guerre humanitaire", mais reste ferme sur les principes pour dire *non* à l'attribution d'inutiles décorations.

Qui a dit, déjà, qu'il ne suffisait pas de refuser la Légion d'honneur, mais qu'il fallait surtout ne pas l'avoir méritée.

## **Titi et gros minet (12 juillet 1999)**

Du temps qu'il était chat de gouttière à Paris, promis à la fourrière, que ses miaulements rebelles et joyeux troublaient le sommeil et la digestion des chiens de garde repus des beaux quartiers, Cohn-Bendit arborait fièrement le sobriquet d'"anarchiste allemand", décerné par une crapule stalinienne croyant le discréditer

par une double insulte alors qu'elle étalait platement sa bêtise crasse et sa xénophobie.

Maintenant que le matou est stérilisé, qu'il n'est plus Titi parisien fanfaron mais gros minet assuré de sa potée, qu'il fait ses gros ronrons sur un bel édredon à Bruxelles, voilà notre républicain "libéral-libertaire", à l'heure où son Europe prétend abolir les frontières, tenaillé par le désir de changer de nationalité.

Il y a longtemps déjà que le minou domestiqué n'a plus rien d'anarchiste. Voilà que bientôt il ne sera même plus allemand mais, comme hier Georges Marchais, un vulgaire politicien français.

Ses amis d'il y a trente ans demeurés simples mistigris, libres vagabonds des rues de Paris, passant près de l'hôtel de ville, ce douillet panier d'osier convoité par l'ex-roi de la "chienlit", s'en vont chantonnant : *C'est l'boulevard Saint-Michel qui a perdu son chat...*

## **Idéologie et culture (19 juillet 1999)**

C'est un dur métier que celui de président de la République. Chaque année à la même date, la commémoration de la prise de la Bastille, épisode marquant d'une révolution inachevée, impose à cet héritier du tiers-état la corvée de l'interview télévisée après le défilé humanitaire du matin.

Dans des réponses sans intérêt à des questions insipides connues à l'avance mais posées avec conviction par des journalistes apprivoisés, il convient, pour que l'exercice soit pleinement réussi, que le chef de l'État place la "petite phrase" destinée à passer à la postérité, à faire la une des quotidiens du lendemain, et à donner à penser que cet homme-là, même crétin avéré, n'usurpe aucunement sa fonction tant sa puissance de raisonnement en impose.

Pour ce 14-Juillet, nous aurons ainsi appris que gauche et droite se différencient fondamentalement par le fait que la première est *idéologie* quand la seconde est *culture*. C'est profond. C'est abyssal.

Cette découverte philosophique d'importance se devait d'être rendue publique au plus vite car, qu'elles gouvernent séparément ou cohabitent, il devenait de plus en plus difficile de trouver entre ces deux familles un élément qui les distinguât. Et dans les ANPE, les bureaux d'aide sociale, les foyers d'accueil pour sans-logis, les centres de rétention pour étrangers en partance, quel beau sujet de dissertation vient d'être offert aux victimes de Juppé et de Jospin, de Pasqua et de Chevènement, sur la nature idéologique pour les uns, culturelle pour les autres, de leurs galères respectives.

À l'heure insouciante du bronzage et du Tour de France, il était bon que la réflexion chiraquienne, ce Tourmalet de la pensée politique, rappelle au monde qu'à travers son plus haut représentant ce pays reste bien celui des Lumières.

**Floréal Melgar**

---

*AFFAIRE DUTROUX*

# Pour en finir avec l'intolérable

Le texte du manifeste  
lancé le 17 août 1999  
par le Comité de soutien  
aux parents de Julie et Melissa.

Trois ans, jour pour jour, après la découverte des corps des petites filles, après l'échec dramatique d'une première instruction et trois ans d'une deuxième instruction qui devait répondre aux questions essentielles, après l'arrestation de Dutroux et de ses complices, après deux commissions d'enquête parlementaires, aucune réponse n'a encore été donnée.

- Qui a enlevé Julie et Melissa à Grâce-Hollogne ? Weinstein ? Dutroux ? Une autre personne ? Avec quels complices ? Quel véhicule ? À quel endroit exactement ? Pourquoi le juge Langlois n'a-t-il organisé aucune reconstitution sur les lieux, alors que Dutroux nie être l'auteur de l'enlèvement ? Pourquoi sur ce point capital de l'enquête, le juge Langlois, qui accrédite toutes les déclarations de Dutroux, considère-t-il qu'il n'est pas fiable ?

- Où Julie et Melissa ont-elles été séquestrées ? De quelle façon les témoignages sur la présence de Julie et Melissa à l'extérieur de la cache ont-ils été traités ? Où ont-elles pu être emmenées ? Pourquoi n'a-t-on pas vérifié les témoignages sur la présence de Julie et Melissa, notamment dans un lieu de débauche à Charleroi ?

- Comment et quand Julie et Melissa sont-elles mortes ?

- Pourquoi a-t'on enlevé Julie et Melissa ? Quel est le mobile de la séquestration, puisque l'instruction tend à démontrer qu'elles n'auraient pas été violées ?

En janvier 1999, Mme Thily, Procureur Général de Liège, avait promis par courrier des réponses officielles aux questions déjà posées en mars 98 par le Comité de Soutien. Nous les attendons encore.

La volonté affichée du juge Langlois de réduire Dutroux à "un prédateur isolé" et d'accréditer sa version des faits et celle de la défense, l'a conduit ces derniers mois à des contorsions effrayantes de l'instruction : ! un rapport tardif de nutritionniste (suite à de nouvelles versions de M. Martin...) pour établir à tout prix que des petites filles de 8 ans ont pu survivre pendant 104 jours dans une cache de 3 mètres cube, sans ventilation ni lumière, en se nourrissant de conserves dont l'existence n'a même pas été établie... ! une "contre expertise" de l'autopsie des corps des deux fillettes visant à introduire le doute sur les abus sexuels constatés par un collège de trois médecins légistes [ndlr : voir la [Lettre ouverte de Carine Russo](#)].

La véritable leçon des événements de 1996 n'a pas encore été comprise.

Une instruction, un procès impliquent nécessairement, en démocratie, l'égalité des chances entre parties en cause, partie civile et inculpé.

Lors de l'arrêt spaghetti, on a reproché au juge Connerotte d'avoir été partial en étant soi-disant trop proche d'une des petites victimes de Dutroux et consorts.

Que doit-on dire alors du juge Langlois qui obtempère sans réserve à la demande de contre-expertise de l'inculpé (Dutroux) et refuse

catégoriquement aux parties civiles (les parents de Julie et Melissa) l'accès aux conclusions de l'expert désigné suite à la demande de l'inculpé.

Comment, dans ce dernier cas de figure, un juge d'instruction qui, manifestement, favorise une partie en cause au détriment de l'autre, au point de lui nuire, peut-il encore être autorisé à poursuivre l'enquête ?

Sa partialité n'est-elle pas ici particulièrement flagrante ?

Encore invoquerait-il une notion juridique telle que le secret de l'instruction à l'égard des victimes pour se justifier, nous ne pourrions y voir, de la part de Monsieur Langlois qu'une nouvelle confusion entre le droit et la justice et donc une violation caractérisée des droits humains à une époque où il est demandé aux juges de se départir d'une compréhension classique de leur rôle. Monsieur Langlois appartient à la catégorie de ceux qui n'ont rien compris au rôle actuel du juge dans l'État de droit ou, ce qui est plus grave, ne veulent pas comprendre.

Le 30 mai dernier, sur le plateau de l'émission télé *Controverses* (RTL-TVI), les représentants de quatre partis politiques francophones se sont dit favorables à la mise sur pied d'une nouvelle Commission d'enquête parlementaire sur les enfants disparus et assassinés afin de poursuivre le travail interrompu.

Le président Verwilghen et plusieurs membres de la Commission d'enquête ont proclamé publiquement leur conviction que Dutroux n'est pas isolé mais faisait bien partie, dès 1984, d'un réseau pédo-criminel qui relève du crime organisé.

Ils ont rappelé l'opposition de la Commission au "saucissonnage" des dossiers qui sort Dutroux de son contexte de pluri-criminalité, et la recommandation faite dans le deuxième rapport de la Commission d'ouvrir *spécifiquement dans la région de Charleroi, une enquête de grande envergure sur la corruption [...] d'examiner à charge et à décharge, tous les soupçons qui pèsent depuis des années sur des policiers ainsi que des magistrats.*

Ils ont révélé, entre autres freins et pressions de la magistrature sur leurs travaux, que le juge Langlois avait dissimulé des indices de protection de Dutroux à la Commission .

Marc Verwilghen a promis de faire rouvrir le dossier Derochette sur ses liens éventuels avec Nihoul et consorts et de faire entreprendre une enquête complémentaire sur l' *Affaire X1* et *La champignonnière*. Bref, d'obliger la Justice à dire la vérité !

Ces propos courageux n'ont pas échappé aux citoyens que les grands médias ont tenté d'assoupir et qui ont, au contraire, par les voies de préférence, accordé massivement leur confiance, aux élections de juin dernier, aux membres de la Commission qui se sont montrés dignes de la mission cruciale qui leur avait été confiée, tant du point de vue humain que pour la sauvegarde de la démocratie.

Par son vote, la population a dit non à une Justice qui continue d'abriter, comme si de rien n'était, les responsables de dysfonctionnements dont chacun connaît les effets désastreux, sans qu'aucun de ces responsables n'ait été sanctionné.

Elle a exprimé clairement son refus d'une Justice qui, selon des informations nombreuses et toujours mieux étayées, accepte que soient pratiquées l'intimidation et les pressions sur les enquêteurs dont l'unique erreur consiste à vouloir faire leur travail convenablement et jusqu'au bout.

La population belge acceptera-t'elle cette pratique judiciaire qui a fait que la rupture est à présent consommée entre la justice et les parents des petites victimes. Une justice qui accule ceux-ci à poser des actes extrêmes telle la lecture publique par Gino Russo des passages les plus insoutenables dans leur évidence du premier rapport d'expertise, tel le cri de désespoir et de révolte de Carine Russo dans sa lettre ouverte au juge Langlois. La population belge tolèrera-t'elle l'intolérable ?

Comité de soutien  
aux parents de Julie et Melissa

**Association**

**Julie & Mélissa,  
N'oubliez pas !  
48 rue de l'Hôtel Communal  
4460 Grâce-Hollogne**

---

*CARINE RUSSO / AOUT 1999*



## **Lettre ouverte au juge Langlois**

Monsieur le juge,

Vous avez demandé à un quatrième expert de déterminer les causes et origines des lésions dont était atteinte la victime Melissa Russo (ma fille), d'établir si d'une manière générale les constatations médicales permettent d'établir l'existence de violences sexuelles ou autres, particulières.

Vous lui avez demandé de dire ce que permet de conclure la défloration vaginale et l'extension vaginale de 12 centimètres constatées, si les liens entravant la victime ont été placés avant ou après son décès et si la position générale du corps pouvait induire des conclusions

particulières et, finalement de déterminer les circonstances et les causes du décès de la victime.

Nous n'avons plus désormais, sur avis motivé de votre part, l'autorisation de connaître le contenu de ce quatrième rapport.

Nous devons donc nous satisfaire de ce que la presse en dit aujourd'hui. Et qu'en dit la presse ? Ce que nous avons prévu, ni plus ni moins. Rien de concret n'est établi quant aux sévices subis par les petites.

C'est ainsi que le droit, cette matière obscure qui vous est si chère pour maintenir votre pouvoir d'être supérieur à "la populace éméchée" que nous sommes censés représenter selon certains de vos pairs, permet de nier les plus évidentes réalités.

C'est ainsi que le droit assassine la justice, cette justice que vous représentez (c'est du moins, ce que l'on fait croire au bon peuple pour mieux le duper et l'assujettir).

Il est clair, pourtant, depuis le dessaisissement du juge Connerotte que justice et droit sont deux mondes différents, ne répondant pas aux mêmes nécessités.

L'un n'existant que pour lui-même, son pouvoir, ses prérogatives, ses privilèges, son confort et le maintien absolu de sa supériorité.

L'autre se devant de répondre à un besoin, une nécessité vitale à toute société fondée sur ce principe de base démocratique dans laquelle nous sommes censés avoir la chance d'évoluer, qui est de réguler les conséquences à la fois dangereuses et pourtant naturelles, car humaines, de tout crime non sanctionné dans un monde dont il faut garantir la pérennité du degré de civilisation, si l'on ne veut pas sombrer dans le chaos et la violence débridée.

Cette incohérence entre droit et justice, largement révélée en cette époque d'octobre 1996, demandait que l'on se penche, enfin et d'urgence, sur cette cruciale question de démocratie.

Mais aux paroles succédèrent les paroles. Jusqu'à ce que tout cela ne soit plus que bavardages inutiles et lassants. On s'est tous lassés de ce qui ne ressemblait plus désormais qu'à un bruit de fond aussi énervant que le bruit des avions de nuit qui survolent Bierset.

Ce bruit a tout recouvert. Nos questions, nos indignations, nos interpellations. Fatigués, on s'est tus. De toute façon, le bruit des avis "autorisés" était toujours dominant. On s'est tus. Et tout fut oublié.

La restauration du silence citoyen, c'était bien cela l'objectif final.

Tout pourrait recommencer comme avant, les abus de pouvoir, les injustices, les inégalités quotidiennes. Le droit et ses abus, les contorsionnistes juridiques avaient gagné. La justice, une fois de plus, avait perdu.

Et entre-temps, monsieur le juge Langlois avait pris la relève et, depuis, mène l'enquête dans la sérénité.

Mais de quelle sérénité parle-t-on, monsieur le juge ? La vôtre, bien sûr et celle de tous ceux qui, autour de vous et grâce à vous, maintiennent leur seul confort au détriment de ces présumés "plus petits" dont nous sommes.

Dans quelle sorte de sérénité pensez-vous que nous vivons depuis que nous constatons les aberrations que vous posez au jour le jour dans cette enquête et que l'on nomme devoirs d'enquêtes ? Il y en aurait beaucoup à citer.

Mais conservons le dernier en date : la désignation "intuitive" de ce quatrième expert légiste, prêt à tout remettre en question. D'ailleurs, lorsqu'on sait que l'intuition, dans cette affaire, n'a d'autre nom que Maître Pierre, avouez qu'il y a de quoi, d'emblée, être méfiant.

Il est évident que nous savions déjà, le jour même où cette "intuition" vous a surpris, monsieur le juge, quels en seraient les résultats. Il fallait à tout prix nier les évidences. Diable, mais ces viols qui posent encore tant de questions, c'était tellement plus simple de les faire

disparaître ! On a bien réussi à nier les témoins gênants, n'est-ce pas monsieur le juge ? Ou pire, à les laisser assassiner...

À la lecture des rapports médico-légaux précédents, signés par trois experts qui jurent, selon la formule consacrée, avoir rempli leur mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité, s'il me restait une question, monsieur le juge, elle ne concernerait certainement pas les causes et origines des lésions constatées. Les conclusions sont claires, évidentes, basées sur un travail réellement scientifique à partir des corps des enfants, et non sur d'insidieuses questions d'un magistrat manifestement pas versé en la matière. Julie et Melissa ont bel et bien été gravement violées et ce, à de multiples reprises. D'ailleurs, avant même l'approfondissement scientifique des experts, les constatations visuelles parlaient suffisamment d'elles-mêmes. *En aucune façon, des phénomènes naturels post-mortem ne peuvent expliquer ces constatations. Il ne peut s'agir que des faits de mœurs répétés.* Telle est la conclusion du collège d'experts belges.

Cela n'était donc pas suffisant, monsieur le juge, pour induire chez vous, un tout petit début d'intime conviction ? En ce qui me concerne, je ne vois pas comment on peut être plus clair.

Et donc, la seule question à laquelle ne répond pas le travail des experts belges et que l'on aurait pu poser reste celle-ci : pourquoi Julie et Melissa ont-elles été liées de manière à obtenir le plus petit volume possible ?

Le savez-vous monsieur le juge ? Bien sûr, vous le savez. Et c'est d'ailleurs pourquoi vous n'avez pas besoin de poser cette question.

Ce sont, en effet, les mêmes raisons, n'est-ce pas, qui vous poussent à lier le dossier *Julie et Melissa* de manière à obtenir le plus petit volume possible.

Car assurément vous faites partie de la même famille de la même catégorie d'êtres humains que celle des Eichmann au petit pied, grâce à qui sont rendues possibles les pires indignités, les pires lâchetés.

Monsieur le juge, permettez que je vous dise, une fois encore, ce que très clairement je pense de vous : votre stupidité me sidère.

Si la bêtise n'est pas une faute (ainsi que se sont empressés de l'écrire certains chroniqueurs du Vif-L'Express en parlant d'un de vos confrères carolorégiens), elle n'en reste pas moins un vrai danger social.

En effet, si un Derochette a dû être interné en fonction de la débilité profonde de son mental, c'est bien par la reconnaissance de ce danger, n'est-ce pas ?

Et pourtant, vous monsieur le juge, malgré la débilité profonde dont chacun de vos actes est empreint, vous ne serez pas interné. Plus dangereux encore que quiconque par votre position supérieure de magistrat, vous continuerez d'attenter à la vie de tous ceux qui de vous attendaient la fin du tunnel.

En effet, combien de morts dans cette enquête que vous targuez de conduire en toute sérénité ? Combien de morts par votre inconscience, votre indifférence, votre lâcheté, votre bêtise, avez-vous déjà provoqués ? Voulez-vous que nous les comptions ensemble ces morts que par vos actes ou non-actes vous avez déjà provoqués ?

Certainement non, vous ne le souhaitez pas. Ce n'est pas de votre responsabilité, n'est-ce pas ? Et quand bien même je le ferais, vous n'êtes pas, non plus, de ceux que cela empêcherait de dormir... en toute sérénité.

Vraiment, monsieur le juge, rien dans ce monde ne m'incommode plus que cette vivante bêtise que vous représentez.

Il aurait certainement été intéressant que vous puissiez connaître, partager le poids incommensurable d'un destin comme le nôtre, afin que vous ne quittiez pas cette vie sans savoir, afin de ne pas mourir... bête.

Mais déjà, j'attends votre prochaine réaction à cette libre expression qui est la mienne dans ce pays de droit : une inculpation pour outrage à magistrat, bien sûr.

La bêtise, puisqu'elle n'est pas une faute dans le chef d'un magistrat,  
ça ne se guérit pas !

Carine Russo

Première publication dans  
*Le Journal du Mardi* du 13.06.1999.

---



<http://www.actupp.org/>

---

**TRANCHE DE VIE**

## **Harcèlement psychologique**

En Belgique,  
il vaut mieux se faire harceler  
sexuellement que psychologiquement  
par ses patrons ou ses supérieurs.

Je vous écris une lettre en forme de témoignage. Voici  
mon histoire. Je m'appelle Carine et j'ai deux filles  
de 18 et 14 ans que j'élève seule depuis des lunes.

J'ai ramé, j'ai été presque à la rue avec mes filles  
mais je suis une battante et après quelques galères,  
j'ai réussi à monter un magasin de vêtements de  
seconde-main avec l'aide d'un assistant social non  
bureaucratique qui m'a soutenue moralement, et surtout

qui s'est occupé de toute la paperasserie qu'il faut pour pouvoir travailler en Belgique.

Soit, à plusieurs, nous nous sommes rassemblés en Coopérative, entre autres afin que je puisse avoir le statut d'employée. Au cas où ça tournerait mal, je pourrais au moins avoir le droit au chômage car je n'avais le droit à rien avant ça. Même pas à l'aide sociale car il faut avoir un domicile pour y avoir droit. Donc, si on n'a rien, on n'a droit à rien. Fameux casse-tête.

Bref, après dix ans où j'ai tenu ce magasin cahin-caha en changeant plusieurs fois de statut pour faire face à tout ce que l'État me pompait avant même d'avoir gagné un franc pour moi, j'ai dû me résoudre à abandonner mon petit magasin avec mille regrets.

Que faire après, avec deux filles à élever et un diplôme pas assez élevé pour trouver un travail. Je me suis donc tournée vers ces grandes chaînes de magasin que j'exècre, et j'ai trouvé une place de caissière dans un magasin de surgelés merdiques où on peut se faire enlever et tuer sans que personne n'y voie rien. Du rendement, tant qu'on veut mais la sécurité, ça coûte trop cher. On est responsable du magasin, on fait tout, le travail d'une gérante et on est payée comme simple vendeuse. C'est un travail chiant et très dur physiquement car il faut porter des tonnes de cartons à ranger. On est un temps plein et un mi-temps pour tenir un si grand commerce et on doit se démerder. J'ai tenu presque cinq ans, il faut bien nourrir la famille et je n'avais pas trop le choix.

Il y a huit mois, mon corps a craqué, il n'en pouvait plus, il était trop fatigué. En plus, je pète un peu les plombs... marre de la vie, marre de ramer, marre de mener la barque toute seule. Mon corps dit stop. Le médecin me dit qu'il faut aller en maison de repos et s'arrêter un peu. Bête ou naïve comme je suis, je pense encore à ma pauvre collègue qui va devoir se débrouiller toute seule... et ça va bientôt être les fêtes de fin d'année. Toujours est-il que moi je suis au bout du rouleau et que je dois confier mes filles à un excellent ami qui s'occupera d'elles en mon absence.

En maison de repos, je devais y rester trois semaines, j'y suis restée six. Tout mon être refusait de recommencer cette vie d'esclavage et de contraintes. J'ai prévenu deux, trois fois au travail que mon arrêt était prolongé et il voulait absolument savoir ce que j'avais, surtout mon super-viseur qui trouvait ça bizarre que je sois malade et que je ne lui dise pas exactement ce que j'avais. Cela le faisait vraiment bouillir et comme c'est un frustré et que tout le monde doit marcher à la baguette avec lui, ça l'emmerde vraiment que je résiste.

Il arrive quand-même un moment où je me résous à rentrer en pensant surtout à mes deux filles. Quatre jours après, je reprends mon travail à mi-temps (je suis chômeuse à mi-temps). Le premier jour, j'ouvre à 9h30 comme d'habitude et à 9h40, le téléphone sonne et je reçois l'engueulade de ma vie. C'est mon super-viseur. Qu'est-ce que j'ai commis comme crime ? Mon dieu, j'ai emprunté l'aspirateur du magasin pour aspirer mon congel en panne et ce juste la veille de craquer. Il est toujours chez moi. Il crie, me reproche tout et rien, s'énerve et me dit qu'en plus on ne sait pas de quoi je suis malade. Je me mets à pleurer, c'est mon premier jour de reprise, quelle baffes dans la gueule... j'ai pleuré toute la matinée. Je reviens d'un endroit où c'était le paradis et je retombe en enfer. Quel choc thermique !

Toute la journée, il a téléphoné pour me donner des ordres, des reproches et quand je n'ai plus voulu répondre, il s'est servi de ma collègue pour faire passer ses ordres. J'ai commencé à être sur les nerfs, à pleurer tout le temps et j'étais censée servir les clients avec le sourire. Ce harcèlement a duré quatre jours non stop : téléphone, visite surprise, mots d'ordre de travaux à faire trois fois plus que d'habitude. Le premier jour où je suis rentrée, il y avait déjà une lettre d'avertissement qui était prête à partir et le quatrième jour, une deuxième lettre d'avertissement avec toute sorte de reproches aussi débiles les uns que les autres. Le quatrième jour, j'ai téléphoné du boulot à mon médecin qui m'a dit que c'était pas la peine de continuer comme ça, qu'il

cherchait à me faire craquer... Il valait mieux arrêter.

Depuis, j'ai plongé dans une dépression très grave. J'ai frôlé le suicide, je n'avais plus de repères, c'était le trou noir. Le syndicat m'a un peu "défendue" sans plus. Ma collègue m'a complètement enfoncée. Je croyais qu'on s'entendait bien. Depuis, je suis en maladie. L'autre jour, je retrouve un peu de tonus pour me battre contre l'injustice et je téléphone au Syndicat à Bruxelles. Je dis à J.M. que je veux porter plainte contre ce superviseur pour harcèlement psychologique et perte sèche de revenus (10.000 par mois) et il me répond qu'en Belgique, il n'y a rien dans les lois qui permette de porter plainte pour harcèlement psychologique. Il y a un vide juridique. Si ça avait été harcèlement sexuel, je pouvais porter plainte. Le syndicat m'a dit : aucune chance.

Il me reste deux choix, Ou je vais retravailler et retrouver mon harceleur... Ou je reste en maladie et j'attends que le Médecin conseil en ait marre et me renvoie au travail. Sans espoir. Ça ne me remonte guère le moral ni beaucoup de gens pour m'aider. Je n'ai trouvé aucune solidarité, ni dans le boulot, ni à l'extérieur. Je dois me démerder seule, la loi n'est pas en ma faveur. Quel merdier ! Les patrons peuvent vous presser et vous détruire comme ils le veulent. Je voudrais que ce sbire paie pour son inhumanité et sa stupidité. J'essaie de ne pas baisser les bras.

Si par un mot, une lettre ou une idée, vous pouvez me soutenir, ça me ferait plaisir, ça m'encouragerait peut-être encore plus à Résister contre ces Rats.

Petit détail, j'habite dans les Ardennes et il n'y a pas beaucoup de Résistants ici.

Merci de m'avoir lue. À bientôt.

**Carine**

Mon adresse : Carine Mareschal, 47b, rue Saint-Michel, 6870 Saint-Hubert, 061/23.23.85. Bisous à tous les Anars.

---

*ÉDITIONS LIBERTAIRES*

# Gérard Lorne en procès

**Gérard Lorne et son livre,  
jugés à Saint-Girons  
en Ariège.**

*Manifestement cette affiche  
a été surchargée,  
et peut-être même par...  
les gendarmes.*

Le commissaire  
de la république le 16 août 99

**Saint-Girons, lundi 16 août 1999, 14 heures**

Une petite ville du sud-ouest de la France écrasée par un soleil de plomb. Le palais des Vicomtes qui semble n'en rien laisser paraître. Une vingtaine de voitures tapies dans le parking. Quelques dizaines de personnes, plutôt chevelues et sapées zarbi, en grande discussion, dans les rares recoins d'ombre. Deux caisses de keufs qui débarquent en fanfare, en faisant crisser les pneus sur le gravier. Une douzaine de képis en uniforme qui s'en extraient. Une atmosphère lourde. Tendue. Une grosse berline grise, tous feux éteints (normal, vu l'heure), immatriculée dans le 17 (louche), qui s'approche en catimini. Des portières qui claquent. Ils arrivent. Gérard Lorne. Un large sourire au détour de ses soixante-dix printemps. Son éditeur, encravaté, regard d'aigle et portable crépitant immédiatement. Son garde du corps, un charentais massif avec une étrange lueur dans les yeux. L'envoyé spécial des grandes occasions, chemisé ricain (histoire de dissimuler un

début d'embonpoint) et lunetté maffioso, du mensuel belge *Alternative Libertaire*. Les terroristes sont là !

### **Tapage nocturne et vol de poule en apéro**

En temps ordinaire, seuls trois ou quatre personnes se pressent aux séances du tribunal de St-Girons. Une cinquantaine sont là, présentes.

Un avocat et deux avocates en sont tout chavirés et caquettent d'émotion en faisant tournoyer leurs robes dans un étrange ballet de circonvolutions en tous genres. La foule se presse dans le hall et commence à s'installer dans le prétoire. Les visages ruissellent de sueur. L'atmosphère est torride. Des petits groupes de chuchotements ne cessent de se faire et de se défaire. Quelques bises sonores claquent au milieu de lambris patinés de solennité. Quelques flash se la jouent rafales de mitrailleuse. Les bruissements commencent à se faire sonores. Quand, soudain, avec une demi-heure de retard, la cour fait son entrée. Magistrale !

Le président, la cinquantaine maigrichonne, la mine défaite, le regard apeuré, après s'être avancé d'un pas hésitant à la tribune, déclare la séance ouverte.

Au menu, prestation de serment par trois gendarmes de patronage rasés de près et bafouillant à souhait. Ricanements dans la salle. Une sombre histoire de poule, trucidée par un clébard dont le proprio, okey pour payer un dédommagement, ne comprend pas ce qu'il fait là. Re-ricanements dans la salle. Un bistroquet poursuivi pour tapage nocturne (ses clients, fêtant la victoire du stade Toulousain, auraient même pissé dehors !) défendu par une petite avocate froufrou tante frais émoulue de l'université. L'avocat de la partie adverse. Eblouissant. Effets de robes tous azimuts. Grandes envolées à la Cicéron. Du grand art. La salle est en délire. Puis, le moment tant attendu. La salle retient son souffle.

**\* Avoir apposé le 4 décembre 1998 à Oust (Ariège) une publicité ou pré-enseigne ne comportant pas les références du responsable.**

- Mr Lorne vous êtes accusé...

- Mr le président, comme je l'ais déjà dit à vos gendarmes, le 4 décembre 1998 j'étais à Montpellier où je donnais une conférence à propos de la sortie de mon livre "Du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valises". Je ne pouvais donc, physiquement, pas être à Oust, ce jour là.

- Oui, enfin, bon...

- Mr le président, de plus, vous reconnaîtrez que coller une affiche, le 4 décembre 1998, qui annonce une réunion ayant déjà eu lieu le **samedi 28/11/98** à Foix (Ariège), est pour le moins étonnant.

- Oui, enfin, bon...

- Mr le président, ce n'est pas tout, regardez dans le dossier, la photo de l'affiche que l'on m'accuse d'avoir collée. On peut y lire **samedi 28/12/1998** comme date de la réunion annoncée à Foix et voir que le 2 du 12 a été écrit au feutre par dessus un autre chiffre. C'est une falsification manifeste de document et j'en veux pour preuve que si le 28/11/98 était bien un samedi, le 28/12/98, lui, n'était pas un samedi, mais...un lundi. Mr le président, regardez, cette photo dans le dossier, regardez là bien.

- Effectivement, cette affiche a été manifestement surchargée...

Pouffements et rires à gorge déployée dans la salle.

**\* Manifestement cette affiche a été surchargée et peut-être même par les gendarmes, mais...**

Après une demi-heure d'échanges de propos courtois entre un président passablement décontenancé et Gérard Lorne, le procu entre alors en scène.

- Mr Lorne, manifestement cette affiche a été surchargée et peut être même par les gendarmes, mais là n'est pas le problème. (brouhahas et cris d'indignation dans la salle). Une affiche, ne comportant pas les mentions obligatoires, annonçant une réunion à propos

de votre livre a bien été collée à Oust. Peu importe qui l'a collée. L'article 30 du code pénal permet de poursuivre celui qui tire un profit de l'apposition d'une affiche, et, en tant qu'auteur de "Du rouge au noir", je me dois de vous poursuivre.

- Mr le procureur, je n'ai pas gagné un centime sur la vente de ce livre car tous les bénéfices sont destinés à l'école libertaire, laïque et gratuite, Bonaventure. Prétendre que j'ai pu tirer un profit de ce livre est donc abusif. Mais, vous le savez parfaitement, ce n'est pas pour cela que je suis ici aujourd'hui...

- Oui, enfin, bon !

- D'ailleurs, regardez, je suis allé décoller il y a quelques jours une affiche ne comportant pas les mentions légales et qui était, elle aussi, collée sur le transfo EDF d'Oust. C'est une affiche du crédit agricole qui lui n'attribue pas ses profits à des écoles. Pourquoi ne poursuivez vous pas le Crédit Agricole ?

- Effectivement cette affiche ne comporte pas les mentions légales et mériterait d'être poursuivie.

Raz de marée de rires dans la salle.

Mise en délibéré le 18 octobre 1999.

Rideau et *Chant des cerises* au son de l'orgue de barbarie de Gérard.

### **Du pourquoi et du comment de tout ça**

En octobre 1998, les éditions du Monde Libertaire ont publié le livre de Gérard Lorne *Du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valises*. Plusieurs dizaines de conférences et autres réunions débats ont été organisées à l'occasion de la sortie de ce bouquin, dont la plupart par des groupes de la *Fédération Anarchiste*. En Ariège, ce livre n'est pas passé inaperçu et a même suscité des réactions violentes, limite de l'appel au meurtre, de la part d'une association d'anciens combattants, officine bien connue du FN, qui s'est indignée de ce qu'un "traître" puisse

s'exprimer par le biais de conférences organisées à l'occasion de la publication de ses mémoires.

La mobilisation de tous les copains a permis que ces conférences puissent se tenir. Ce qui n'a pas été du goût de tout le monde.

La comparution, pour une sombre histoire d'affiche ne comportant pas les mentions légales, de Gérard Lorne devant le tribunal de St-Girons ne vise à rien d'autre, que de le frapper, lui, les *Éditions du Monde Libertaire* et l'*École libertaire Bonaventure*, là où ça fait mal, c'est-à-dire au portefeuille.

L'amende encourue va en effet de 50Ff à 10.000Ff.

Du classique au royaume de la "liberté d'expression" et de la justice bourgeoise.

**Ohé, les grandes gueules, vous saisissez vous de ce qu'il convient d'appeler une nouvelle affaire des pailletes ?**

En soi, ce procès aurait pu rester un simple fait d'hiver parmi tant d'autres.

Reste que des gendarmes, après s'être aperçus que ça risquait de faire désordre d'accuser quelqu'un d'avoir collé, le 4 décembre 1998, une affiche annonçant une réunion devant se tenir... le samedi 28/11, ont de toute évidence falsifié l'objet du délit en remplaçant samedi 28/11/98 par samedi 28/12/98. Avec un vulgaire feutre. Mais, ballots comme à leur habitude, sans faire gaffe que le 28/12/98 n'était pas un samedi mais un lundi.

Le président du tribunal de St-Girons et le procu du même tribunal ont reconnu la falsification et l'ont implicitement attribuée aux seuls à même de pouvoir la réaliser, les gendarmes.

Après les allumettes brûleuses de pailletes les flicards se mettent donc à jouer du feutre falsificateur.

C'est clair, l'affaire se corse !

Enfin, elle pourrait se corser si quelques journalistes voulaient bien consacrer quelque temps à creuser cette évidence, démontrée aujourd'hui par ce procès de troisième zone, que les flics, non contents d'en prendre à leur aise avec la légalité à l'occasion de circonstances exceptionnelles, font de même au quotidien.

Oh hé, les grandes gueules de la plume d'investigation, y en aura t-il un sur cent parmi vous pour... ?

**Jean-Marc Raynaud**

**Gérard Lorne est l'auteur *Du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valises*, paru à l'initiative du Groupe Los Solidarios aux éditions du Monde Libertaire, 260 p., 400Fb, 60Ff, en vente pour la Belgique au journal *Alternative Libertaire* et pour la France à la *Librairie Publico*, 145 rue Amelot, 75011 Paris.**

---

NOTES DE LECTURE

# **Éléments de critique sociale**

Gun a passé un été studieux...  
Il nous rend compte de ses lectures...

**Lettre ouverte  
aux gourous de l'économie**

## qui nous prennent pour des imbéciles

D'emblée, l'auteur nous prévient : *Ce ne sera pas vraiment une lettre de félicitations.*

L'économiste Bernard Maris (Oncle Bernard à *Charlie Hebdo*) se distingue de ses confrères en s'exprimant dans un langage clair, qui fait appel à la réflexion, à la logique et au bon sens. Un hérétique, quoi. Utiliser un langage d'être humain, dans le monde des économistes, ça ne se fait pas, voyons !

Bernard Maris a signé en mars de cette année un livre décapant, dans la série des *Lettres ouvertes*, chez Albin Michel.

Tout en passant en revue les différentes chapelles de la religion économique et de ses chamans (Smith, Marx, Ricardo, Keynes, Walras, Debreu, Nash et les autres Y), Maris interpelle ses collègues en leur demandant *Pourquoi cette science économique, partie de si haut, de la philosophie et de la logique (Y), est-elle descendue au niveau du brouhaha de réfectoire, avec quelques pions qui gueulent plus fort, comme si la physique de Foucault s'était abaissée au radotage des madames Irma contant l'avenir avec un pendule ?*

Le ton est donné. Bernard Maris le dit tout net : ceux qui se drapent dans la *science économique* sont des escrocs, des marchands d'eau de réglisse. Les processus que les *experts* qualifient de "modèles infailibles" ne sont en réalité que des martingales et, si le fonctionnement de l'économie semble incompréhensible au commun des mortels, c'est parce qu'il n'y a, en fait, rien à comprendre. Une science qui se permet de raconter n'importe quoi et son contraire n'est pas digne de ce nom. Au demeurant, Maris considère que l'économie n'est pas une science, *c'est un anesthésique*. La tâche des économistes consiste simplement à lancer des poignées de chiffres en l'air, *comme on jette des grains aux poulets*.

Alors, une question se pose : sont-ils des salauds ou des andouilles ? C'est souvent bien difficile à dire, mais une chose est sûre : ils sont à la solde des princes, affirme Maris, ce sont *les ventriloques du pouvoir : quand un rapport n'est pas à la botte, on ferme l'organisme de recherche (le CERC) ou on vire celui qui l'a fait (Guaino, Commissaire au Plan, remercié pour avoir démontré que 7 à 8 millions de Français étaient en situation de précarité).*

Dans une science qui prétend être celle de l'utile et du quantifiable, la moindre des choses serait pourtant de rendre des comptes. Les médecins n'ont pas le droit de se tromper ; les conducteurs de train non plus. Alors, pourquoi les économistes auraient-ils le droit de se tromper et de nous tromper et de mentir en invoquant de prétendues lois de marchés, destinées à nous imposer le diktat du profit effréné, pratiquer l'opacité financière en invoquant la "*confiance*", sucrer les maffias en saignant les peuples ? *Et ricaner comme Attali, caricature d'expert, qu'un économiste est "celui qui est toujours capable d'expliquer le lendemain pourquoi la veille il disait le contraire de ce qui s'est produit aujourd'hui". Qu'est ce que cette définition, sinon celle du bouffon ?*

Maris évoque *la main invisible* du marché, qu'il n'hésite pas à comparer à un avatar du Saint-Esprit. *Personne ne peut échapper au marché ; il existait avant vous et existera après (Y) L'éternité du marché, qui justifie la domination de quelques dizaines de milliardaires dont la fortune équivaut au PIB cumulé des cinquante pays les plus pauvres, s'apparente furieusement, en effet, au principe du droit divin. Les théoriciens de l'économie moderne forment une secte dont l'obscurantisme et le fanatisme donnent froid dans le dos. L'ancestrale crainte des dieux a fait place aux lois du marché.*

Mais l'économie libérale a un alibi : la création de richesse. *Pauvre richesse !* soupire Maris qui s'indigne de cette imposture : *Vous croyez-vous sincèrement autorisés à utiliser le mot richesse ?* Savez-vous que les déchets, la transformation des forêts en latérite, les bidonvilles qui ceinture les villes à la place des campagnes, la dépense d'essence dans les

embouteillages, la mutation de l'eau en poison sont des richesses ? (Y) Savez-vous que plus l'eau devient rare et dégueulasse, donc chère, plus les hommes "s'enrichissent" dans votre système ? Que plus le monde est empoisonné, plus il est riche, par simple effet de rareté ? Ô miracle de l'économie politique libérale qui sut transformer le mal en bien, le déchet en "produit", appelant blanc ce qui était noir et richesse ce qui n'était que misère !

En conclusion, Bernard Maris nous rappelle que l'économie, *oïkos nomos* en grec, signifie "gestion de la maison". Or, qu'ont-ils fait de la maison, ces économistes ? Leur réponse se résume à du charabia stérile et prétentieux, à un jargon abscons qui terrorise le monde.

*Mystère des langues de bois, dont on fait les matraques...*

\* Lettre ouverte aux économistes qui nous prennent pour des imbéciles de Bernard Maris est édité chez *Albin Michel* 8 avril 1999, 190 pages 85 Ff.

## **Travailler, dormir et... regarder la télé**

- *Docteur, faites quelque chose, y a ma télé qui se laisse pousser des poignées !*

- *Hélàs, mon pauvre ami, la télé-poubelle, c'est un fléau de l'époqueY*

- *Il existe pourtant un remède radical : l'éteindre.*

On pourra alors être certain de ne rien regretter en lisant le *Recueil de nouvelles et dessins Contre la télé* présenté par le RAT (Réseau pour l'Abolition de la Télé). Ces quelques pages remplaceront avantageusement la lucarne obnubilatrice, qui hante trop souvent les soirées de l'homme moderne.

Il se dégage de ce petit livre un souffle puissant de dérision et de résistance à la passivité sourde que la télé peut engendrer.

On y retrouvera (ou découvrira) quelques belles plumes : Patsy, François Brune, Francis Mizio, et beaucoup d'autres.

Les textes sont savoureux et intelligents, et les dessinateurs s'en donnent à cœur joie. On se délectera (entre autres) des coups de crayons de Charmag (*Le Monde Libertaire*), Cdric (*No Pasaran*), Chester (*Le coyote rebelle*), David Vincent (co-créateur du fanzine *Morbaque*), Cogan (*Courant Alternatif*), ainsi que Serdu (qui sévit surtout dans la presse belge, mais n'a pas pour autant renoncé à son esprit caustique).

\* *Contre la télé (Nouvelles & Dessins)*, présenté par le R.A.T. Éditions Reflex, 21 ter Rue Voltaire 75011 Paris (06.11.29.02.15) 8 1999, 192 pages, 55 Ff.

- *Allo, docteur, ça fait un moment que j'ai viré ma télé et je me sens déjà beaucoup mieux.*

- *Ne faites pas le con, malheureux ! Jusqu'à présent, le pouvoir a réussi à réduire les conflits sociaux en installant tout le monde devant les mêmes programmes de télé, mais si ça ne fonctionne plus, ils n'hésiteront pas à employer le napalm !*

Au Kosovo, ça va, ils ont maintenant appris à apprécier CNN et bientôt, les Serbes, y auront droit aussi ; l'opposition "démocratique" fait tout pour ça. Elle a intérêt à réussir son coup, car il est impératif que les Serbes acceptent de se soumettre enfin à la belle économie de marché, sans quoi, les frappes chirurgicales et humanitaires pourraient très bien leur (re)péter dans la tronche...

## **Le bonheur n'est pas au programme**

La boîte aux lettres d'Alternative Libertaire nous réserve souvent d'agréables surprises. Le dernier livre

de Marie-Claire Calmus en fait partie. Merci à elle de nous l'avoir envoyé. Elle a bien fait, c'est un régal.

Avec une plume alerte, dans un style resplendissant qui ne sacrifie cependant rien à la sincérité et au naturel, elle y raconte sa vie (tumultueuse), ses amours (plurielles), son Mai 68 (décisif), ses déménagements (successifs), ses engagements, ses combats, ses tourments, ses exaltations, ses (dés)illusions et toutes sortes de choses de la vie, de sa vie de femme éprise de liberté et d'authenticité.

Attention : Marie-Claire Calmus ne fait pas dans la bleurette, ce qu'elle raconte, c'est du sincère, du vécu. Elle dépeint les réalités, sans fard ni parfum frelaté. On entend cogner les cœurs à travers les pages, et par moments, ça file la chair de poule, pire qu'un mur en crépi.

Comment vivre pleinement avec un gonze sans devenir son domestique ? Pas facile.

Marie-Claire Calmus assomme le mâle avec une arme imparable : l'évidence du quotidien. Elle en chie, elle en pleure, elle en rit bref elle aime et elle vit.

Marie-Claire Calmus est née dans la banlieue parisienne et y a enseigné presque toute sa vie. Peintre, poétesse, comédienne et réalisatrice de films, elle s'est donnée pleinement à ses passions créatrices. Son dernier livre, *le Bonheur n'est pas au programme*, est un long récit en forme d'autobiographie politique, mais c'est aussi B et surtout B un enseignement sémillant, rempli d'émotions et de vitalité.

\* *Le bonheur n'est pas au programme* de Marie-Claire Calmus n'est pas spécialement facile à trouver en librairie. On peut le commander aux éditions *Edinter* BP 15 F-91450 Soisy-sur-Seine. 8 Juin 1999, éditions *Edinter*, 214 pages, 120 Ff (18,29 Euros).

## **Capitalisme : le livre noir**

*Qu'est-ce qu'un producteur ? Rien. Que doit-il faire ? Tout. Qu'est-ce qu'un capitaliste ? Tout. Que doit-il*

*faire ? Rien (Pierre-Joseph Proudhon cité dans Le Livre Noir du Capitalisme, p.75).*

*Si Le Livre Noir du Communisme a fait grand bruit lors de sa sortie, celui du capitalisme est passé quasiment inaperçu. Or, il n'est pas moins édifiant : de la traite des noirs à l'extermination des Indiens d'Amérique ; de l'hécatombe vietnamienne au génocide indonésien ; du massacre des communards à tous les fusillés des répressions syndicales ; de la "Grande Boucherie" de 14-18 (avec ses 11.500 morts et 13.000 blessés par jour !) aux multiples guerres dont l'unique objectif est de développer l'exploitation ; des banquiers suisses qui tuent sans mitrailleuses (Jean Ziegler) aux enfants qui meurent de malnutrition dans le Tiers monde ; du commerce de la drogue et des armes aux accumulations rentières ; de l'appartheid des ghettos aux migrations forcées des réfugiés ; du pillage des ressources naturelles à la dévastation écologique de la planète par les industriels ; des peuples condamnés à rembourser l'intérêt d'une dette dont leurs dirigeants-marionnettes ont volé le capital (Gilles Perrault), jusqu'aux mains tendues et chevrotantes des chômeurs et des exclus, toujours plus nombreux à végéter aux portes des coffres-forts pleins à craquer, les capitalistes ont façonné un monde dont le bilan des crimes s'inscrit de façon accablante sur le tableau noir de la barbarie. Le plus grand serial killer de l'histoire de l'humanité ! À titre d'exemple : entre 1990 et 1995 (uniquement), les guerres modernes ont provoqué dans le monde 5,5 millions de morts, civils pour les trois quart (Europe 250.000, Asie 1,5 millions, Moyen et Proche Orient 200.000, Afrique 3,5 millions). À ce tableau incomplet, il faut ajouter la mort par malnutrition de 6 millions d'enfants pour la seule année 1997. Quant aux réfugiés et exilés, ils se comptaient pour l'année 1997 au nombre de quarante millions !*

L'ouvrage ne prétend pas être exhaustif, et pour cause, la surabondance des abominations du monde capitaliste est d'une telle ampleur qu'elle rend la tâche démesurée. Le capitalisme, tel qu'il nous est présenté ici, s'apparente furieusement à une forme sophistiquée et organisée d'un cannibalisme à grande échelle.

Plutôt qu'un ouvrage collectif, *Le Livre Noir du Capitalisme* a pris le parti de solliciter des participations individuelles d'historiens, d'économistes, de sociologues, de syndicalistes, d'écrivains, qui s'expriment librement sur le sujet de leur choix. On y retrouve les signatures d'André Devriendt (*Le Monde Libertaire*), Maurice Rajsfus (*Ras l'Front*), Yves Frémion (*Écrivain, journaliste, écologiste, humoriste Y*), Jean Laille (*Journaliste à L'Humanité*), Jean Ziegler (*sociologue*) et beaucoup d'autres. La présentation est de Gilles Perrault.

\* *Le Livre Noir du Capitalisme* est édité par *Le Temps des Cerises*, 6, Avenue Édouard Vaillant 93500 Pantin. 81998, 427 pages. 140 ff / 910 fb. Il vaut vraiment le coup !

## **Le Catéchisme des Travailleurs**

Un petit livre (un peu moins récent toutefois : il a été écrit en 1887), évoque également les abjections du capitalisme, mais sur le ton de la farce, cette fois. Il s'agit de *La Religion du Capital* de Paul Lafargue. Un court extrait, juste de quoi faire monter l'eau à la bouche :

DEMANDE : B *Quel est ton nom ?*

RÉPONSE : B *Salarié.*

D. B *Que sont tes parents ?*

R. B *Mon père était salarié ainsi que mon grand-père et mon aïeul ; mais les pères de mes pères étaient serfs et esclaves. Ma mère se nomme Pauvreté (Y)*

D. B *Quelle est ta religion ?*

R. B *La religion du Capital.*

D. B *Quels devoirs t'impose la religion du capital ?*

R. B *Deux devoirs principaux : le devoir de renonciation et le devoir de travail.*

D. B *Quels devoirs t'impose-t-elle envers la société ?*

R. B *D'accroître la fortune sociale par mon travail d'abord, par mon épargne ensuite.*

D. B *Que t'ordonne-t-elle de faire de tes économies ?*

R. B *De les porter aux caisses d'épargne de l'Etat pour qu'elles servent à combler le déficit du budget ou de les confier aux sociétés fondées par les philanthropes de la finance pour qu'ils les prêtent à nos patrons. Nous devons toujours mettre nos économies à la disposition de nos maîtres.*

D. B *Te permet-elle de toucher à ton épargne ?*

R. B *Le moins souvent possible ; elle nous recommande de ne pas insister quand l'Etat refuse de la rendre et de nous résigner quand les philanthropes de la finance, devançant nos demandes, nous annoncent que nos économies se sont dissipées en fumée.*

D. B *As-tu des droits politiques ?*

R. B *Le Capital m'accorde l'innocente distraction d'élire les législateurs qui forgent des lois pour nous punir ; mais il nous défend de nous occuper de politique et d'écouter les socialistes (Y)*

D. B *Comment le Capital, ton Dieu, te récompense-t-il ?*

R. B *En me donnant toujours et toujours du travail, à moi, à ma femme et à mes tout petits enfants !*

D. B *Comment ton Dieu te punit-il ?*

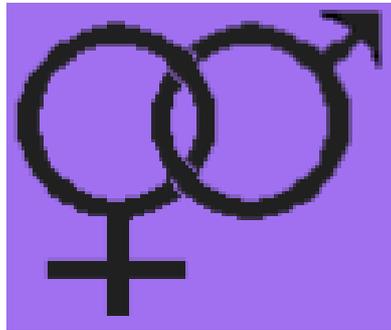
R. B *En me condamnant au chômage ; alors je suis excommunié ; on m'interdit la viande, le vin et le feu.*

*\*La Religion du Capital de Paul Lafargue est (ré)édité par les éditions Climats (34170 Castelnau-Le-Lez).*

*L'ouvrage est agrémenté de nombreuses notes historiques, relatant (notamment) les multiples désaccords de Lafargue avec son beau-père, un certain Karl Marx. 8 1995, 102 pages, 462 fb (la maquette est*

très réussie, le papier est de belle qualité, mais c'est un peu chéro tout de même).

**Gun**



<http://www.multimania.com/endehors/page7.html>

---

*BALKANS*

## Une guerre à point nommé

**Un conflit qui met en lumière  
bien des contradictions.**

Alors que Bernard Kouchner, "haut-représentant des Nations Unies", en fonction depuis le 15 juillet à Pristina, compte rétablir "la loi et l'ordre" au Kosovo, mais risque d'administrer surtout le chaos, un retour sur les 79 jours de pilonnages par les croisés "d'Allied Force" s'impose.

Si nul et surtout pas celles et ceux qui aspirent toujours à des transformations radicales ne sont sortis indemnes du sale printemps 1999, du moins tentons d'opérer un décryptage minutieux au-delà des images de réfugiés hagards, de bourgades anéanties, de charniers déterrés.

Le 21 novembre 1995, sur la base de Wright-Patterson à Dayton (Ohio), Alija Izetbegovic, Slobodan Milosevic et

Franjo Tudjman, respectivement présidents de la Bosnie, de la Serbie et de la Croatie, paraphèrent un accord confortant le *statu quo* issu de quatre années de déchirements sanglants. Le 14 décembre 1995, au palais de l'Élysée à Paris, ils ratifièrent ce "plan de paix" (?) sous la houlette de plusieurs chefs d'État et de gouvernement.

## Barbarisation

Les négociateurs exclurent sciemment le Kosova des pourparlers ; le despote belgradois, qui n'avait jamais fait mystère de ses coupables desseins, eut la voie libre pour battre définitivement en brèche le statut d'autonomie de la province et intensifier la répression contre la population albanaise qui la peuple à 90 %. *On récompensa les auteurs des délocalisations autoritaires et les vainqueurs militaires, on favorisa la fondation de l'UÇK et l'émergence du nationalisme kosovaro-albanais, dont les propagateurs jugent que la politique armée porte ses fruits* (1). Déjà lors de la conférence de Londres, les 26 et 27 août 1992, Ibrahim Rugova avait réclamé en vain que la communauté internationale reconnût les aspirations des autochtones à s'affranchir de la fêrule "panserbe". Le leader de la Ligue démocratique ne bénéficia pas du moindre soutien extérieur autre que celui de quelques mouvements ou d'Ong, lorsqu'il mit en place des institutions parallèles viables. Une épine dans l'œil de Milosevic ! En revanche, l'UÇK qui, à l'instar du Parti des travailleurs du Kurdistan, se finance surtout grâce au trafic de stupéfiants et au racket, reçut après son apparition début 1996, l'appui du Service fédéral de renseignements, de l'Office de protection militaire ainsi que du ministère des Affaires étrangères allemands. Des gradés d'outre-Rhin encadrèrent des séances d'entraînement pour les combattants indépendantistes, très choyés par Madeleine Albright, la cheftaine de la diplomatie américaine. Dans son essai, *Guerre du Kosovo - Le dossier secret* (2), Éric Laurent développe une thèse non dénuée de pertinence : l'UÇK aurait multiplié les provocations à l'encontre des milices adverses afin de pousser celles-ci à amplifier les atrocités et l'OTAN à entrer en lice. Les conjectures à ce sujet au sein de l'état-major de

l'Alliance remonterait à mai 1998. Bill Clinton et Tony Blair, les plus fervents partisans d'un prompt passage à l'acte, étoffèrent en collaborateurs anglo-saxons l'entourage de Jamie Shea, le porte-parole de l'Alliance. Il restait à convaincre les partenaires de l'opportunité d'attaquer la Serbie. Une formalité... Les intrigues en coulisses et les bidouillages autour du traité de Rambouillet conclu le 23 février 1999 et signé à Paris le 18 mars (3) tant par Ibrahim Rugova que par Hashim Thaçi, le numéro un de l'UÇK, arrachèrent la décision. Le mercredi 24 mars, les premiers gros porteurs investirent le ciel serbe. *La barbarisation devient un moyen de la conduite guerrière... Elle fut également le fait de l'OTAN, techniquement clean et sans apercevoir de sang depuis plus de 5.000 mètres d'altitude ou devoir entendre les cris de douleur... Le prix, en premier lieu, les Droits de l'Homme en rade..., s'insurge Elmar Altvater (4). Le professeur à l'Université libre de Berlin cessa de cotiser chez les Grünen après le congrès extraordinaire de Bielefeld, le 13 mai 1999, préférant verser la somme à des groupes solidaires avec "les victimes des conséquences de la politique des Verts".*

## **Sombres augures**

Depuis un demi siècle, l'OTAN n'a cessé de contrevenir aux termes de son texte fondateur du 4 avril 1949. À l'origine, elle s'engagea à agir en conformité avec la Charte des Nations Unies du 26 juin 1945, à ne pas préjudicier la paix, la sécurité, l'équité, à s'abstenir de brandir toute menace et d'user de la violence ; plus tard, elle introduisit même une clause afférente à l'évitement de déprédations massives dans l'environnement... Le "concept stratégique" dévoilé à l'occasion du sommet-anniversaire de Washington des 23, 24 et 25 avril 1999, sponsorisé par le lobby militaro-industriel US, stipule des interventions "au cas par cas" en dehors du territoire de ses membres. Parmi les "nouveaux risques de nature globale" énumérés dans le papier de 65 points : *des guerres à la périphérie, des actes de terrorisme, des sabotages, le crime organisé, l'interruption de l'approvisionnement en ressources vitales, une préoccupation ravivée par les turbulences koweïto-irakiennes et déjà formulée dans la déclaration*

consécutives à la conférence romaine des 7 et 8 novembre 1991. *Pour chaque baril de brut, payé actuellement 12 dollars, les USA dépensent 20 dollars pour en assurer militairement la couverture. Mais ce montant n'apparaît dans aucun calcul énergétique,* affirme Hermann Scheer, député social-démocrate au Bundestag (5).

Selon le président d'Eurosolar (Bonn), l'unique grande puissance a voulu démontrer clairement qu'elle ne laissera contrarier par personne l'accès aux matières premières fossiles. L'enjeu : les énormes réserves pétrolières et gazières dans le Caucase et en mer Caspienne (environ 10 milliards de tonnes off-shore, respectivement 2 billions de mètres cube, rien qu'au Kazakhstan). Le moyen : l'élargissement de l'Alliance aux républiques "asiatiques" de l'ex-URSS, l'entretien de relations non-agressives avec les barbares talibans d'Afghanistan, espace de transit pour les pipelines. La raison : le permis de gaspiller et de polluer encore et encore... L'option de la frappe nucléaire en premier augure du pire. Quelle hypocrisie de s'émouvoir des délires de l'Inde et du Pakistan, dotés, grâce à la France, d'un arsenal mégatonnique !... À un quadruple titre, cette guerre dans les Balkans a servi de banc d'essai : l'application sur le terrain de théories réitérées... après le déclenchement des largages ; la mise hors jeu de l'assemblée new-yorkaise, en particulier de deux membres permanents du conseil de sécurité, en l'occurrence récalcitrants, la Chine et la Russie ; la servilité des adhérents de l'OTAN envers les States qui réaffirmèrent leur leadership par le truchement des énormes moyens matériels déployés ; l'engagement d'appareils dernier cri comme le bombardier "furtif" Stealth B2 au prix unitaire de 2 milliards de dollars (12 milliards de FF) et l'emploi d'armes spéciales particulièrement terrifiantes.

## **Club performant**

Certaines avaient déjà été testées en Irak : les obus enrobés de 272 grammes d'uranium "appauvri" 238 permettant de gagner en vitesse et en puissance d'impact ou les "cluster bombs 87B", des cylindres de 500 grammes contenant 202 récipients, qui, sous l'effet de la déflagration, se répandent en 300 fragments

aiguisés comme des lames de rasoir dispersés à la vitesse supersonique. 5 % des 230.000 détonateurs disséminés sur le territoire de la République yougoslave n'auraient pas explosé. Contrairement aux mines, on ne peut les désamorcer : il faut les faire sauter. Une centaine de personnes a succombé depuis mi-juin après avoir trébuché sur un tel piège. Ni les ONG en charge des réfugiés, ni la KFOR n'ont recueilli de données précises quant aux aires de lâchage de ces engins que l'ONU classe parmi les plus "cruels", conçus pour des "cibles molles"... Aucune de celles touchées par la destruction d'un bus, le 3 mai près de Pec, au nord-ouest, n'en réchappa. Inédites, les ogives au graphite paralysant les postes électriques ; elles avaient également anéanti le réseau de distribution d'eau dans la capitale serbe. Le 24 mars, Bill Clinton avoua à demi mot dans une interview à la chaîne CNN que l'unique raison de l'agression résidait dans le refus de la Yougoslavie d'envisager son intégration à l'Alliance. Douze jours auparavant, les plénipotentiaires hongrois, polonais et tchèques avaient ratifié à Independence (Missouri) le contrat d'adhésion. Les néophytes saisirent rapidement qu'ils avaient rejoint un club performant. Au sommet de Cologne, début juin, les dirigeants de l'Union européenne décidèrent d'étendre, d'ici la fin 2000, les capacités militaires de celle-ci en vue d'actions rapides sans le recours systématique à l'Oncle Sam. Ils perpétuent la militarisation à outrance de la diplomatie et la relance de la course aux armements, deux causes essentielles de l'exacerbation des tensions sur notre continent comme ailleurs. Depuis le 5 novembre 1993, une extension de la brigade franco-allemande (les 60.000 troupes de l'Eurocorps porté le 22 mai 1992 sur les fonds baptismaux à La Rochelle), pourrait suppléer d'ici 12 à 16 mois les 47.868 hommes de la KFOR. L'an passé, le budget de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (6) s'élevait à 687,3 millions de F. Dans le même temps, les seize membres de l'Alliance atlantique claquèrent 2.749,01 milliards pour leurs armées, soit... 4.000 fois plus ! Comment impulser, dans ces conditions, la prévention civile des conflits, laquelle s'ébaucherait dans la création de structures démocratiques pluriculturelles et l'aide à un développement

autocentré durable (et non un "plan Marshall" après des déprédations gigantesques !) ? *A fortiori* lorsque le coordonnateur sur place s'avère un fusible des faucons !

## **Embouteillage dans le prétoire ?**

Jusqu'en mars, William Walker cornaquait la mission de l'OSCE au Kosova. Le pedigree de ce "wardog" interloque. Ambassadeur au Honduras au début des années 80, il occupa, de 1985 à 1988 le poste de vice-sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères pour l'Amérique centrale. Le protégé de Ronald Reagan soutint les "contras" qui tentèrent de torpiller, sous l'égide de la CIA, le régime sandiniste au Nicaragua. Muté au Salvador, il couvrit, de 1988 à 1992, les ignobles exactions du major Roberto d'Aubuisson (7), le fondateur des *Escadrons de la mort* et commanditaire de l'assassinat, le 23 mars 1980, de monseigneur Oscar Arnulfo Romero, archevêque de San Salvador. En 1989, il qualifia le sinistre leader du parti Arena de "démocrate" et de "meilleur politicien" du pays. Il contrecarra également l'enquête concernant le meurtre de 6 jésuites, le 16 novembre 1989. Un rapport de l'ONU publié en 1993 désigna René-Emilio Ponce, le ministre de la Défense, comme le responsable de ce forfait. Si comme le souhaite la Maison Blanche, Walker occupait à nouveau un poste prépondérant au Kosova, *cela constituerait une grave hypothèque pour l'avenir de la région. La réputation de l'OSCE en pâtirait... Cela siérait à Washington et conforterait l'OTAN...* (8).

Slobodan Milosevic, Milan Milutinovic, Nicola Sainovic, Dragoljub Odjanic et Vljako Stojilkovic, inculpés depuis le 27 mai, comparaîtront-ils un jour devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ? Des professeurs de l'Osgoode Hall Law School de Toronto estiment qu'une procédure similaire doit également être engagée à l'encontre de 67 dirigeants politiques et militaires des États de l'OTAN. *On ne peut pas tuer des femmes et des enfants à Belgrade dans l'espoir théorique d'en sauver à Pristina*, insiste le juriste Michael Mandel. Louise Arbour, la présidente du TPI, ou

la Tessinoise Carla del Ponte, son successeur à partir du 15 septembre, oseront-elles instruire contre Clinton, Chirac, Jospin, Schröder, Fischer, Blair... ? Par ailleurs, aux USA, les préparatifs en vue de l'installation d'un *Tribunal international sur les crimes de guerre en Serbie* battent leur plein. La première audition de cette instance comparable au célèbre *Tribunal Russell* s'est déroulée le 31 juillet à New-York. Ramsey Clark, ex-ministre de la Justice, a lu l'acte d'accusation, lequel s'appuie sur les conventions de La Haye et de Genève, le statut du tribunal de Nuremberg, la Charte des Nations Unies et la déclaration universelle des Droits de l'Homme. Parmi les 23 domaines d'investigation, les actions concertées visant à anéantir la Yougoslavie, l'attaque ciblée d'édifices civils vitaux, l'usage d'armes de destruction massive, la contamination des sols et des eaux... Le 3 juillet 1999 à Berlin, des représentants de groupes pacifistes et divers individus ont décidé de leur côté la constitution d'une *Tribunal européen contre la guerre de l'Occident* (9). L'idée avait été émise courant mai, au plus fort des frappes. Ce projet devrait également revivifier le réseau des mouvements de paix à l'échelle du continent. La partie allemande, qui espère inspirer des initiatives dans plusieurs villes, se réunira dans la capitale du 28 au 31 octobre prochains.

Lorsqu'un dignitaire de l'OTAN émit en cercle restreint l'idée de liquider physiquement Milosevic, un de ses collègues rétorqua qu'une telle machination *violerait les valeurs fondamentales de l'Organisation et serait indigne d'États démocratiques...*

**René Hamm**

(1) Harold the Barrel dans l'excellentissime mensuel libertaire non-violent *Graswurzelrevolution* de mai 1999.

(2) Plon, Paris, 208 p., 98 FF.

(3) *Alternative Libertaire* de juin et de l'été 1999.

(4) Quotidien *Frankfurter Rundschau* du 8.7.1999.

(5) Le 12.6.1999, lors du 7ème séminaire de Schönau, commune de Forêt Noire où de pragmatiques "rebelles",

gestionnaires du réseau communal de distribution électrique (un exemple unique au monde !), démontrent que la "sortie du nucléaire" s'avère possible.

(6) Ce cartel de 54 états suppléa, après le sommet des 5 et 6 décembre 1994 à Budapest, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, dont l'acte final avait été adopté par les délégués de 35 pays, le 1er août 1975 à Helsinki.

(7) Décédé le 20.2.1992.

(8) Ursula Rüssmann, *Publik-Forum*, 4.06.1999.

(9) Contacts : *International Action Center*, 39 West 14th Street # 205 New-York NY 10011. Tél. 001.212.633.6646. *AG Tribunal*, c/o GBM, Weitlingstrasse 89, D 10317 Berlin. Fax 00/49/30.555.63.55.

---

## **Une goutte de lune a fait déborder le vase...**

Lorsque les cosmonautes américains ont débarqué sur la lune, la première fois, et qu'ils ont découvert qu'il n'y avait rien ni personne, on a senti, progressivement, mais nettement, l'angoisse monter dans nos sociétés. Avant, les enfants comme les poètes, bref, les gens raisonnables, rêvaient à la lune, à un monde imaginaire. Le manque de rêve s'est fait sentir davantage à partir de cette époque. C'est la goutte de lune qui a fait déborder le vase d'insatisfaction et d'angoisse existentielle qui est la nôtre. Les gens ont perdu foi en Dieu, en l'État, en les

Partis politiques, en les Majuscules. La vraie crise n'est pas économique mais spirituelle, au sens laïque du terme, bien sûr. Le Dieu de la consommation a remplacé les anciennes idoles, dont il n'a dorénavant plus besoin. Il se fait adorer non seulement dans ses temples mais aussi dans la rue et chez soi. Il emplit tout et nous laisse avec notre vide intérieur, insatisfaits. Cette société nous vide, pour remplacer nos savoirs et nos sentiments par des objets qui contribuent à nous vider chaque fois davantage. Nous sommes de plus en plus dépendants de ces outils mécaniques, sans lesquels notre vie n'est plus rien. Il existe dans l'atmosphère une espèce de fantôme qui nous enveloppe tous, fabriqué par soi-même et qui entoure même les États et leurs chefs. Quelque chose d'irrationnel qui nous amène à des situations d'incompréhension totale nous empêchant de trouver les réponses à des questions fondamentales autrement qu'objectives, c'est-à-dire matérielles. Ces fausses réponses, nous les acceptons encore parce que nous sommes intérieurement vides, baignant dans une barbarie mécanisée : le chaos, loin de celui des étoiles. Une grève des achats de produits inutiles serait nécessaire pour revenir à une vie plus "naturelle", plus simple. Sinon nous passerons tous par le trou d'ozone... vers la lune.



<http://menteur.com/chronik/?990711>

---

# **INCREVABLES ANARCHISTES**

Cela fait plus d'un siècle que *Le Libertaire* et *Le Monde Libertaire* tirent à vue sur tous les intolérables et s'efforcent de promouvoir l'idéal d'un socialisme sans dieu, sans maître, sans patron, sans État, sans curé, sans militaire, sans commis-saire du peuple, sans sexisme... et sans exploitation ou oppression de quelque ordre que ce soit.

Cela fait plus d'un siècle qu'ils dénoncent, attaquent, décortiquent, expliquent, interpellent... et passent la révolte au tamis de l'espoir d'une véritable révolution sociale.

La grande saga de ces increvables anarchistes, de leurs foutues idées de liberté, d'égalité, d'autogestion, d'entraide... et de leur rage de les mettre en application tout de suite, ici et maintenant, y brille donc en lettres de feu et il nous a semblé utile d'en extraire les meilleurs textes.

Éditée à l'initiative du *Groupe Louise Michel* de la *Fédération Anarchiste francophone*, ces brochures retracent l'histoire et les

histoires du mouvement anarchiste. Elle s'inscrit dans une série qui, de la Première Internationale aux luttes actuelles, en passant par la Commune de Paris, la propagande par le fait, le syndicalisme révolutionnaire, Kronstadt, la Maknovtchina, l'Espagne libertaire, Mai 68... nous brosse une fresque gigantesque de la seule aventure qui vaille : celle qui consiste à faire d'un autre futur... un autre présent !

- [Tome 1 - Des origines à 1914...](#)
- [Tome 2 - Des origines à 1914...](#)
- [Tome 3 - de 1914 aux années 30...](#)
- Tome 4
- Tome 5
- [Tome 6 - La Révolution espagnole de 1936](#)
- Tome 7
- [Tome 8 - Avec un A comme dans Culture](#)
- [Tome 9 - Lendemain ede "grand soir](#)

---

Toutes ces brochures sont disponibles par correspondance  
(52 pages A5 - 100 Fb ou 20 Ff)  
en envoyant un chèque à l'ordre de  
Roger Noël  
Les Colombiers - Route de la Cotinière  
17310 St Pierre d'Oléron - France

---

